

Février-Mai 2009 :

4 mois de lutte

dans les

universités



NPA

JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BILAN ET PERSPECTIVES

1 €



Brochure éditée par les jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste
premier tirage juillet 2009
IPNS

SOMMAIRE



1-Le contexte de la mobilisation

2-Pourquoi nous sommes-nous battus ?

3-Forces et faiblesses de la mobilisation

**a-Un mouvement exceptionnel sous
bien des aspects**

**b-Des faiblesses : pourquoi nous
n'avons pas gagné**

4-Leçons et perspectives



Le 2ème semestre 2009 a connu un mouvement sur les universités exceptionnel par bien des aspects. Débuté le 2 février pour une partie des universités, la grève s'est poursuivie jusqu'à juin pour toute une série de facs. La mobilisation est partie du secteur traditionnellement le moins combatif de l'enseignement : les enseignants-chercheurs. Mais au final, elle a touché toutes les composantes de l'université à des degrés divers. A travers la longueur de cette mobilisation et devant ce gouvernement arrogant et décidé à ne pas céder, une évolution des consciences s'est opérée notamment chez les enseignants-chercheurs qui n'avaient que très peu d'expérience de lutte. Quoi qu'il en soit la situation sur les universités a changé après cette mobilisation. Les liens entre les différentes composantes, notamment entre étudiants et enseignant, ce sont renforcés, les points de vue ont convergé sur l'analyse des réformes qui touchent l'université. Mais cette mobilisation n'a pas gagné. L'enjeu est donc de comprendre les forces et les faiblesses de cette mobilisation, et forts de ces bilans pouvoir engager de nouvelles batailles en se mettant en position de pouvoir les remporter.

1-Le contexte dans lequel s'est déroulée cette mobilisation

La mobilisation sur les universités s'est déroulée dans le contexte de la crise, quelques mois après l'annonce des plans de relance avec ses dizaines de milliards distribués aux banques et aux patrons contre un maintien de la politique d'austérité dans les services publics et pour les salariés. Mais cette mobilisation s'est aussi déclenchée quelques semaines après le mouvement lycéen contre la réforme Darcos qui avait contraint le gouvernement à repousser la réforme d'un an de peur d'un embrasement à l'image de la jeunesse grecque. Dans la même période, se préparait la 1ère journée de grève interprofessionnelle du 29 janvier. Ce contexte a bien évidemment permis de donner confian-

ce pour se mettre en grève avec l'impression de ne pas être seul mais aussi sans doute avec l'illusion que le gouvernement était plus affaibli et que du coup il céderait rapidement sur nos revendications, ce qui ne fut pas le cas. C'est le 22 janvier qu'un mot d'ordre de grève totale et illimitée a été lancé pour le 2 février : « le 2 février : l'université et la recherche s'arrêtent ». A mesure que le 2ème semestre reprenait, les universités entraient dans la grève. Fin février la contestation avait gagné la majorité des facs.

La grève générale des Antilles a aussi marqué la mobilisation. La victoire remportée par les salariés montrait la voie face à un gouvernement qui restait sourd aux revendications des universitaires même après plusieurs semaines de grève. Cette grève générale a bien évidemment favorisé les discussions sur la convergence des luttes avec les autres secteurs, le reste de l'éducation nationale mais aussi la santé, EDF, la Poste... Au fur et à mesure de la grève, l'idée que nous ne pouvions gagner seuls a progressé.

Il faut aussi prendre en compte la mobilisation qui s'était déjà déroulée dans les universités l'an dernier contre la Loi Relative à l'autonomie des Universités (LRU). Bien que cette mobilisation ait été portée essentiellement par les étudiants, une grande partie de la communauté universitaire était déjà sensibilisée au caractère profondément néfaste de cette loi. L'annonce de la mise en place d'un décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs n'a fait que démontrer que les conséquences désastreuses de la LRU étaient bien réelles. Leurs intérêts immédiats étant mis en cause, les enseignants ont senti de manière plus pressante la nécessité de réagir face à cette loi.

2-Pourquoi nous nous sommes battus ?

La réforme du statut des enseignants-chercheurs

L'élément qui a mis le feu aux poudres est l'annonce de la mise en place d'un décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs. A l'heure actuelle, les profs d'universités consacrent la moitié de leur temps de travail à l'enseignement et l'autre moitié à la recherche. Le décret introduit une possibilité de modulation de la répartition de ce service. Il propose que ce soient les présidents d'universités eux-mêmes qui choisissent le nombre la répartition des heures d'enseignement et de recherche pour chaque enseignant. Le critère invoqué étant la qualité de la recherche mesurée en termes de publications et de rentabilité. Les enseignants dont la recherche ne sera pas jugée rentable pour les besoins immédiats du marché se verront attribuer plus d'heure d'enseignement. Ce système met bien évidemment en concurrence les enseignants entre eux pour être le meilleur chercheur, faire paraître le plus de publications... Il présente l'enseignement comme une sanction puisqu'il sera confié aux « moins bons » chercheurs. Cette logique vise aussi à déconnecter de plus en plus l'enseignement de la recherche. A terme on peut craindre que la recherche qui ne présente pas un intérêt immédiat pour le marché ne soit plus financée et ne se voit plus accorder d'heures. Ce décret s'accompagnait aussi d'une précarisation du statut des jeunes chercheurs avec la mise en place du contrat doctoral unique. Toutes les allocations de recherche, qui finançaient une partie des étudiants en thèse, seront remplacées par un système de contractualisation renouvelable chaque année. Le contrat pourra donc être rompu à l'image d'un licenciement dans n'importe quelle entreprise.

La réforme du recrutement et de la formation des enseignants (la mastérisation)

L'autre annonce phare de la rentrée 2008 a été la réforme du recrutement

et de la formation des enseignants ou réforme des IUFM. Rapidement, le mot d'ordre de retrait de cette réforme a été intégré dans les plateformes de revendications. Durant l'été 2008, Xavier Darcos a annoncé la disparition des IUFM dès la rentrée 2009. La réforme prévoit que la formation des enseignants (primaire et secondaire) soit assurée par le biais de masters professionnels directement dans le cadre de l'université. Pour passer les concours qui sont actuellement ouverts à bac + 3, les étudiants devront être inscrits en master 2, c'est-à-dire en bac + 5. De nombreux étudiants ne pouvant se permettre de faire 5 ans d'études seront contraints de renoncer aux métiers de l'enseignement, sans compter que le passage de master 1 au master 2 est sélectif, tous n'auront donc pas accès aux concours. La réforme prévoit aussi la disparition de l'année de formation rémunérée qui avait lieu l'année après l'obtention du concours. Cette année formation sera remplacée par des stages non rémunérés durant l'année du master 2. Le gouvernement compte ainsi économiser les salaires de tous les enseignants stagiaires. Avec ce système de nombreux étudiants obtiendront leur master 2 mais seront recalés au concours. Ils constitueront ainsi un vivier dans lequel on viendra puiser pour combler les postes immanquablement vacants liés aux diminutions drastiques de postes. Bien sûr, ces étudiants (reçus-collés) n'auront pas le statut de fonctionnaire, ils seront embauchés comme précaires.

Cette réforme suit en réalité la logique de l'évolution de tous les diplômes : la logique de la déqualification. On constate une augmentation de la sélection, mais un appauvrissement du contenu et une casse de la valeur des diplômes. Le passage des concours à bac+5 augmente la sélection mais la disparition des IUFM va entraîner une baisse de la qualité de la formation. De même, aujourd'hui à l'université nous constatons une augmentation

de la sélection mais l'augmentation de la création de diplômes « poubelle », diplômes individualisés, adaptés aux besoins immédiats des entreprises et n'offrant aucune garantie sur le marché du travail aux futurs salariés : licence professionnelles chargée de compte au crédit mutuel, licence Michelin ou Disney... des diplômes non reconnus dans les conventions collectives.

La volonté en passant les concours à bac + 5 est aussi de faire que le premier diplôme qui offre un minimum de garanties sur le marché du travail ne soit plus la licence (bac + 3) mais le master 2 (bac +5). A l'époque de nos grands-parents il fallait son certificat d'études pour pouvoir s'en sor-



La LRU

tir, la génération de nos parents était celle du « passe ton bac d'abord », jusqu'à présent la licence permettait d'aspirer à un minimum de garanties sur le marché du travail, demain il faudra un master 2.

Le mode d'allocation des moyens des universités

Le décret sur le statut des enseignants-chercheurs n'a pas été la seule mesure de la LRU à s'appliquer cette année. Le 3 décembre 2008, Valérie Pécresse a présenté en conseil des ministres la réforme du mode d'allocation des moyens des universités. Cette réforme est en réalité la nouvelle organisation du financement public attribué aux universités avec le nouveau cadre de la LRU. En effet, la LRU donne une autonomie financière aux universités à partir du 1er janvier 2009. Avec cette réforme les financements publics seront attribués non

plus en fonction du nombre d'étudiants inscrits dans l'université mais en fonction du nombre d'étudiants présents aux examens, en fonction du nombre de publications des enseignants-chercheurs. 20 % du budget sera alloué en fonction de critères de performance : réussite aux examens, taux d'insertion professionnelle... La logique est bien un financement au mérite qui va bien sûr augmenter les inégalités entre les universités et qui en plus est totalement injuste : moins tu réussis moins tu as d'argent et moins tu as d'argent, moins tu réussis. Avec cette réforme les facs d'élites et les facs poubelles ne seront plus seulement un slogan. Ce mode d'allocation des moyens va aussi encourager la sélection. Pour avoir un meilleur taux de réussite, les universités seront de plus en plus tentées de sélectionner leurs étudiants et ne garder que les meilleurs. Malgré la gravité de cette attaque, cette revendication a eu plus de mal à s'imposer dans la mobilisation.

Le décret sur le statut des enseignants-chercheurs, la réforme des IUFM et la réforme du mode d'allocation des moyens ne sont que les dernières mesures d'une politique beaucoup plus importante de casse de l'université publique, de sa soumission aux intérêts privés. Ces attaques ne sont pas menées qu'en France, c'est bien une politique à l'échelle mondiale qui est mise en place. Le cadre qui régit ces attaques à l'échelle européenne est le processus de Bologne. Avec ce processus l'ensemble des pays européens se sont fixés comme objectif de créer un espace européen de l'enseignement supérieur qui serait plus compétitif et pourrait ainsi rivaliser avec les universités étatsuniennes. En France, les différentes réformes de ces dernières années poursuivent un objectif commun : ouverture aux financements privés, mise en concurrence des établissements,

Le calendrier de la mobilisation

22 janvier : Lancement d'un mot d'ordre de grève totale, illimitée : à partir du 2 février l'université et la recherche s'arrêtent.

29 janvier : journée de grève interprofessionnelle. 2, 5 millions de personnes dans les rues.

10 février : manifestations 100 000 personnes

19 février : manifestations 50 000 personnes

24 février : annonce de Péresse sur les primes de plus de 20 000 euros pour les présidents d'université.

5 mars : manifestations 50 000 personnes. Appel à la démission des fonctions administratives.

6 mars : réécriture du décret sur le statut des enseignant-chercheurs mais sans changer le cœur du décret.

11 mars : manifestation de la maternelle à l'université. 60 000 manifestants

16 mars : 1ère élection de porte-parole de la CNU

19 mars : Nouvelle manifestation interprofessionnelle. 3 millions de personnes

Annnonce Darcos : maintien des concours en l'état pour la session 2010 mais masterisation dès la rentrée 2009.

24 mars : CTPU vote le nouveau décret sur le statut des enseignants-chercheurs

8 avril : journée nationale de manifestations

21 avril : annonce Darcos/ Péresse : mise en place de la commission Marois-Filâtre qui sera chargée d'élaborer des propositions sur le contenu des concours, des masters enseignement...

28 avril : manifestation convergence réussie avec la santé 32 000 personnes dans les rues.

14 mai : manifestations le même jour que la santé, tentative de convergence peu réussie.

26 mai : annonce Péresse aucune suppression de poste d'enseignants ou chercheurs pour les années 2010, 2011 mais réaffirme que des postes de Biatoss seraient supprimés.

28 mai : adoption des décrets sur la masterisation au comité technique paritaire ministériel de l'éducation nationale sans même attendre la fin de la concertation engagée Marois-Filâtre.

et faire baisser le coût du travail en cassant les diplômes et les garanties collectives des futurs salariés. Après la mise en place de l'autonomie pédagogique avec le LMD en 2003, la LRU votée en 2007 instaure l'autonomie financière. L'autonomie des universités est un projet de longue date de la classe dirigeante qu'elle n'avait jusqu'à présent jamais réussi à imposer. Les conséquences directes de la mise en place de la LRU ont été la mise en concurrence des personnels, des établissements. L'ouverture aux financements privés entraîne un contrôle toujours plus important des entreprises sur le contenu même de nos diplômes. Ainsi les diplômes de type licence professionnelle chargé de clientèle au Crédit Mutuel ou licence pro Michelin se multiplient sur les universités. Ces diplômes n'offrent aucun contenu disciplinaire et surtout n'offrent aucune garantie sur le marché du travail. Le décret sur le statut des enseignants-chercheurs et sur l'allocation des moyens sont des conséquences directes de l'application de la LRU. Au fil du mouvement ceci a été compris par les enseignants qui au départ se sont mis en grève sur revendication assez corporatistes, ils ont été obligés d'admettre que les problèmes de l'université étaient beaucoup plus larges. La revendication de retrait de la LRU a alors fait son apparition dans les plateformes de revendication de la CNU.

3-Forces et faiblesses de la mobilisation

A-Un mouvement exceptionnel sous bien des aspects

-Un mouvement de toute l'université

Pour la première fois depuis plusieurs années, la mobilisation a touché l'ensemble des composantes de l'université avec la conscience que c'est à l'ensemble de l'université que les réformes s'attaquent. Il est clair maintenant, pour une large part des étudiants profs et personnels, qu'aucune catégorie étudiants, personnels Biatos

ou enseignants-chercheurs n'a rien à gagner à cette politique. C'est sans doute ce qui avait manqué dans le mouvement de l'an dernier contre la LRU. La lutte étudiante était restée assez isolée au sein même de l'université et n'avait pas réussi à entraîner ni les enseignants, ni les personnels dans la bataille. Cette mobilisation avait même conduit à des tensions importantes entre étudiants et personnels/ enseignants, tensions cristallisées autour de la question du blocage. Une certaine rupture s'était opérée. La mobilisation de cette année a permis de dépasser cette rupture et de tisser de liens militants réels entre les différentes catégories de l'université. La mise en place des décrets d'application a prouvé que personne ne serait épargné et que les étudiants avaient eu raison de se battre l'an dernier contre la LRU.

Ce sont les enseignants-chercheurs qui sont partis en premier suite à l'annonce de la réforme de leurs statuts mais rapidement ils ont compris qu'ils ne gagneraient pas seuls. Ils ont appelé les étudiants à se joindre à la mobilisation. Dans plusieurs universités, un travail commun des étudiants et des enseignants pour appeler aux AG, pour débrayer les amphis a permis de tenir des Assemblées Générales extrêmement massives : 2000 à Nantes, 3000 à Rennes, ... Ce travail commun a incontestablement permis de faire franchir un cap à la mobilisation. Même rapidement en plus des AG communes, le besoin d'AG propre à chaque composante de l'université s'est fait sentir. En effet, les revendications, les modalités de la grève et surtout les problèmes qui se posaient étaient différents entre les étudiants, les enseignants ou les personnels : revendication proprement étudiante, modalité de grève chez les profs, la question des retraits de salaire pour les personnels...

Même si dans certaines facs, la jon-

tion avec les personnels Biatos s'est réellement faite, au niveau national leur mobilisation est restée assez faible.

Il est évident que ces liens tissés sont un acquis pour les luttes futures. Chaque UFR, chaque département a vu se constituer des noyaux de militants étudiants, enseignants, personnels qui favoriseront les batailles même quotidiennes sur l'université.

- Une élévation du niveau de conscience et une radicalisation des profs

L'autre élément notable qu'a permis cette mobilisation est l'évolution d'un secteur qui n'avait pratiquement aucune expérience de lutte. Les enseignants-chercheurs sont entrés en mobilisation d'abord pour défendre



leur statut. Cette mobilisation plutôt corporatiste au départ s'est transformée au bout de 4 mois de lutte en une réelle grève contre les politiques libérales menées contre l'université et la volonté de se lier aux luttes des autres secteurs.

Au début de la mobilisation, les enseignants-chercheurs avaient l'illusion que le gouvernement céderait rapidement devant la lutte de ce secteur respecté par leur statut d'intellectuels. Ils pensaient même qu'il n'y aurait pas besoin de grève, peut-être que la simple rétention des notes des partiels suffirait à le faire reculer. L'arrogance et le mépris du gouvernement face à cette mobilisation ont permis petit à petit de lever ces

illusions. Ils sont peu à peu sortis des revendications corporatistes en exigeant aussi le retrait de la réforme des IUFM, l'embauche de personnels supplémentaire et l'arrêt des suppressions de postes et ont même adopté le mot d'ordre de retrait de la LRU.

- un mouvement qui tient pendant 4 mois

Ce qui donne un caractère un peu exceptionnel à ce mouvement est aussi sa durée. Il a duré près de 4 mois malgré les manœuvres du gouvernement pour le désamorcer : réécriture du décret sur le statut des enseignants-chercheurs, le maintien des concours de recrutement en l'état pour 2010, le gel des suppressions de postes d'enseignants-chercheurs pour

2010 et 2011. Ces faux reculs n'ont eu que peu d'impact et n'ont pas réussi de manière large à diviser les différentes composantes de la mobilisation. Ce sont les examens qui ont eu raison de la mobilisation. Bien sûr, le fait que les enseignants ne se voient pas appliquer de retenue de salaire a largement favorisé la longueur de cette grève. Il faut aussi souligner que ce n'est pas une réelle grève qui a été menée durant 4 mois puisque des enseignants

mobilisés ont continué pendant toute une partie de la mobilisation à faire cours et peu d'entre eux ont stoppé leurs travaux de recherche.

- La mise en place de quelques cadres d'auto organisation

Même si ce qui marque prioritairement ce mouvement est son manque de centralisation, sa désorganisation, il faut souligner tout de même la mise en place de certains cadres d'auto organisation. Depuis le mouvement contre le CPE, les prises de décisions en AG, la mise en place de coordinations nationales sont des acquis pour les étudiants. Mais cela n'était pas aussi évident pour les enseignants-

chercheurs qui eux avaient peu d'expériences de luttes et attachement plus important à leurs organisations syndicales. Pourtant une coordination nationale s'est aussi mise en place de leur côté : la CNU. Elle avait vocation à servir de coordination à toute la mobilisation en réalité elle était surtout une coordination des enseignants. Des débuts de coordination des personnels Biatos et des doctorants ont aussi émergé.

- La nécessité d'une grève générale

Devant la volonté du gouvernement de ne pas céder, la mobilisation a été obligée dans une certaine mesure de se poser la question de comment augmenter la pression sur le gouvernement. La victoire de la grève générale des travailleurs des Antilles, nous montrait la voie. Ainsi assez rapidement dans la mobilisation, nous avons discuté de la grève générale, d'étendre notre lutte à d'autres secteurs, de se lier aux autres secteurs mobilisés. La conscience de la nécessité de se lier à d'autres secteurs et d'aller vers un mouvement d'ensemble était présente même si un réel travail militant d'extension n'a jamais vraiment été mis en place. Des expériences de meetings interprofessionnels ont été tentées avec des salariés de la santé, de la poste, de l'automobile ou de l'éducation nationale, ainsi que quelques manifestations communes.

Cette expérience est sans doute un des acquis fondamentaux de cette mobilisation : comprendre qu'un secteur comme le nôtre ne peut pas perturber à lui seul le fonctionnement du système, l'économie, la production et donc qu'il faut que nous nous liions à d'autres. Comprendre aussi que dans cette situation de crise du capitalisme, les classes dirigeantes ne sont pas prêtes à faire de compromis, il faut donc les contraindre. Seule la peur d'un embrasement simultané de plusieurs secteurs peut les faire céder.

B-Des faiblesses : pourquoi nous n'avons pas gagné

- Pas de réel mouvement étudiant

Une des principales faiblesses a été la faible implication des étudiants dans la grève. Bien qu'une très large majorité des étudiants soit favorable à cette mobilisation, du fait en partie de l'implication de leurs profs qui donnait une certaine légitimité à cette grève, leur action s'est souvent contentée d'une simple solidarité. De nombreux étudiants assistaient aux AG ou aux manifestations mais au quotidien très peu d'entre eux s'impliquaient dans la grève ou même étaient présents sur la fac. On peut l'expliquer par la difficulté à faire émerger des revendications propres étudiantes. Le mot d'ordre de retrait du décret sur le statut des enseignants-chercheurs ne permettait pas à lui seul d'impliquer activement les étudiants dans la grève. En règle générale, on se met en grève lorsque nos intérêts sont immédiatement concernés.

Les modalités de grève des profs n'ont pas non plus toujours favorisé la mobilisation étudiante puisqu'une partie d'entre eux continuaient de faire cours ou dispensaient des « cours alternatifs », ce qui empêchait bien évidemment une partie des étudiants de faire grève. Mais il ne faut pas nier que le peu d'implication des étudiants est aussi dû à un manque de conviction sur le fond des réformes et une incompréhension du rôle qu'ils devaient jouer dans la grève. Il n'y avait pas de compréhension que nos intérêts propres en tant qu'étudiants étaient en jeu, ni que c'était le bon moment de nous mobiliser nous aussi puisque ensemble, étudiants et enseignants, nous avions plus de chances de gagner. Trop peu de travail militant a été mené en ce sens de la part des enseignants mais surtout de la part des noyaux d'étudiants mobilisés. L'implication des étudiants a sans doute été assez diverse selon les universités mais à l'échelle nationale on peut dire qu'il n'y a pas eu de réel mouvement de grève étudiante

à l'image de ce qu'avait pu être le CPE ou même dans une moindre mesure le mouvement LRU. Cette situation a pesé sur les possibilités de victoire de la mobilisation. Les grandes manifs étaient assez massives pour des manifs universitaires, beaucoup plus grosses que lors de la LRU ou même que contre le LMD en 2003. Cela montre que les étudiants étaient solidaires des profs et qu'ils avaient une certaine conscience qu'il y a une menace contre l'université. Mais cette conscience n'était pas suffisamment développée, il n'y avait pas de sentiment massif d'une urgence à se défendre, à se battre. Les forces disponibles pour chercher à étendre étaient de fait assez réduites. La force du milieu étudiant et de la jeunesse en générale est qu'il est capable de descendre massivement dans la rue mais aussi qu'il possède une combativité importante, une certaine spontanéité que craignent particulièrement les gouvernements. Sans l'apport massif des étudiants, le mouvement des universités paraissait un peu moins menaçant.

- Pas de réelle grève

La question des modalités de la grève s'est discutée durant toute la mobilisation et n'a finalement pas encore été tranchée par tous ce qui a eu des conséquences importantes sur l'efficacité du mouvement. Pour le secteur des enseignants-chercheurs, avec peu d'expérience de lutte, la définition de la grève comme l'arrêt du travail ne semblait pas du tout aller de soi. De nombreux enseignants avaient l'illusion qu'il était possible d'inventer de nouveaux moyens de lutte différents de la grève, sans se poser réellement la question de ce qui permettait d'augmenter la pression sur le gouvernement. A cause de leur attachement au savoir, à l'enseignement, ayant l'impression de ne pénaliser que les étudiants en cessant le travail, nombre d'entre eux n'ont pas voulu se résoudre à arrêter les cours et leur recherche. Ainsi, certains enseignants qui se considé-

raient comme grévistes ont continué de dispenser leurs cours même si ces cours prenaient une forme moins traditionnelle : cours en dehors de la fac, non comptabilisation des absences, explication des réformes au début du cours. Un concept a même émergé de cette vision : « la grève active ». L'idée pour ces enseignants était de continuer à dispenser des cours mais sur un autre contenu que le programme officiel (histoire des luttes et du mouvement ouvrier...). Ces intentions bien que louables ont en partie empêché la mobilisation de prendre de l'ampleur. En effet, même si le contenu était différent, l'université continuait globalement à fonctionner comme d'habitude. Pendant que les enseignants faisaient cours, ils n'utilisaient pas ce temps pour essayer d'étendre la grève en allant s'adresser à leurs collègues ou à d'autres secteurs. Les étudiants allaient en cours et de fait n'organisaient pas la grève....

Au niveau étudiant aussi nous avons eu des difficultés à convaincre de se mettre réellement en grève, bien qu'une majorité soit favorable à la mobilisation.

Lorsqu'on est étudiant, se mettre en grève ne se résume pas à ne plus aller en cours, en effet ne pas aller en cours constitue une pression assez faible sur le gouvernement. Arrêter les cours est surtout un moyen de dégager du temps pour organiser la mobilisation : essayer de convaincre d'autres étudiants de se mettre en grève en passant dans les TD et les amphis pour faire des interventions, tenir les piquets de grève, aller sur les lycées pour distribuer des tracts ... Dans cette grève peu d'étudiants ont effectué ce travail, les noyaux militants présents au quotidien sur l'université ne représentaient que quelques dizaines de personnes par fac, la majorité elle rentrait chez elle

à part dans quelques universités.

- Pas de stratégie pour gagner

La mobilisation a eu des difficultés à discuter de la stratégie qui permettait de gagner. La question de se mettre en grève, c'est-à-dire d'arrêter les cours et la recherche n'a pas été tranchée à l'échelle nationale, aucune action coordonnée ne s'est réellement mise en place pour impliquer plus d'étudiants dans la grève. Ainsi, la CNU n'a jamais lancé un appel national clair à la grève. La mobilisation s'est dispersée dans toute une série d'actions ne permettant pas d'augmenter le rapport de forces face au gouvernement : ronde des obstinés, cours hors les murs, nuit des universités, rétention des notes...



Le réel travail militant pour étendre la grève au reste de l'éducation n'a été tenté que dans un nombre restreint d'universités. La convergence avec les autres secteurs s'est discutée largement dans les coordinations mais elle s'est contentée de simples appels un peu incantatoires aux enseignants du primaire et du secondaire. Contrairement au mouvement CPE, très peu d'étudiants et d'enseignants-chercheurs sont allés directement distribuer des tracts sur les lycées, les collèges ou les écoles, y tenir des assemblées générales. En réalité, la mobilisation a tenu 4 mois mais sans jamais franchir de cap qui aurait pu augmenter la pression sur le gouvernement. Des initiatives étaient

prises en ordre dispersé sans coordination les unes avec les autres, ce qui rendait cette grève assez vivante mais assez peu efficace. Le manque de centralisation a été un frein évident. Presqu'à aucun moment de la mobilisation nous n'étions en capacité de chiffrer le nombre de grévistes ni donc de savoir si le mouvement s'étendait ou reculait. Le fonctionnement de l'université par départements et UFR a contribué à renforcer cette dispersion. Des assemblées générales pouvaient se tenir dans chaque département et décider des choses sans concertation et coordination avec les autres. Dans plusieurs facs, il était difficile de réunir tous les grévistes dans une assemblée générale commune ce qui rendait difficile de donner une homogénéité à l'ensemble du mouvement.

Cette difficulté à formuler une stratégie a aussi freiné l'implication de plus grand nombre dans la grève. Les gens se convainquent de se mettre en grève lorsqu'ils ont l'impression que c'est possible de gagner et donc que des perspectives claires leurs sont offertes.

- Les examens : une occasion ratée

Après être resté sourd à la mobilisation dans les universités depuis plus de 3 mois, le gouvernement a commencé à s'y intéresser à l'approche des examens. Le risque de la non tenue des partiels a déclenché une véritable campagne médiatique catastrophiste contre les grévistes : « situation plus grave qu'en mai 68 »... Cette campagne offensive s'est traduite par plusieurs interventions policières contre les piquets de grève.

A ce moment, le blocage des examens s'est transformé en une véritable question stratégique pour la victoire du mouvement. En effet, contrairement à la grève dans une entreprise, la grève des universités ne bloque



pas la production, elle ne fait pas perdre d'argent à la classe dirigeante. La force d'un mouvement étudiant est donc plutôt le nombre et la radicalité des gens qu'il peut mettre dans la rue, la sympathie du reste de la population qu'il peut s'attirer. Le seul élément qui aurait la capacité de gripper un peu la machine est bien le blocage des examens. Pour la classe dirigeante, la non tenue des examens c'est la priver de l'arrivée sur le marché du travail de toute une promotion de salariés diplômés. C'est justement parce que cette question mettait en jeu leurs intérêts directs que la pression a été si forte.

Malheureusement, la mobilisation n'a pas réussi à résister à un tel niveau d'affrontement. Une partie des grévistes a défendu la non tenue des examens et la validation automatique pour tous les étudiants (faire que tout le monde puisse valider son année) comme étant un moyen d'augmenter la pression sur le gouvernement mais surtout comme étant le seul moyen que la mobilisation continue. Bien évidemment, la tenue des examens signifiait immanquablement la reprise des cours et la fin de la grève. Il fallait tenir ensemble 2 exigences :

Ce n'était pas au gouvernement d'imposer la fin de la grève, or tenir les examens signifie la reprise des cours et du travail pour les enseignants-chercheurs et les personnels administratifs.

Il ne fallait pas que les étudiants soient sanctionnés par cette mobilisation. Si les étudiants n'avaient pas pu valider leurs examens, cette mobilisation aurait laissé un goût amer et

aurait grevé les possibilités de mobilisations futures.

Pourtant, l'ensemble de la mobilisation n'a pas été convaincue par la position du blocage des examens et validation automatique. La CNU a refusé de prendre cette position.

C'est cette question qui a signé la fin de la grève. La reprise s'est faite au fur et à mesure du calendrier des examens. Même si certaines facs avaient voté ce principe, elles se sont retrouvées isolées et n'ont pas pu résister seules à la répression policière et aux menaces d'année blanche.

- Une faible auto-organisation

Même si quelques cadres, coordination nationale étudiante, coordination nationale des universités, se sont mis en place, l'auto organisation est tout de même restée assez faible dans cette mobilisation.

Au niveau étudiant, la coordination nationale étudiante n'a pas réussi à jouer un réel rôle. Elle n'a pas réussi à refléter la réalité de la mobilisation. Les coordinations ne rassemblaient qu'une frange assez gauchiste d'étudiants. Ces cadres n'ont pas pu jouer le rôle de direction de la mobilisation en faisant la synthèse de la situation sur les différentes facs et de faire des propositions pour unifier et tirer en avant la mobilisation. Des nombreuses délégations étaient en mandat impératif, c'est-à-dire qu'elles ne pouvaient pas prendre de décision sur ce qu'il n'avait pas été voté dans leur AG locale, ni adapter leur position en fonction de la réalité nationale de la mobilisation. La coordination na-

tionale des universités n'a pas réussi à adopter une réelle plate-forme de revendications à la fois unifiante et cohérente. Elle ressemblait plutôt à une liste sans fin de revendications, ne permettant pas d'imposer les revendications étudiantes dans la mobilisation. Cette coordination n'a pas non plus servi à fixer des rythmes à la mobilisation étudiante qui aurait permis d'entraîner plus largement les étudiants dans la grève. Cette coordination n'a pas perduré jusqu'à la fin de la mobilisation.

La coordination nationale des universités (CNU) a eu une réalité plus importante. Elle a permis de rassembler toutes les composantes qui participaient à cette mobilisation. La mise en place de ce cadre dans un secteur comme celui des enseignants-chercheurs n'était pas une évidence, il faut donc en souligner le caractère positif. Mais cette coordination a aussi révélé un certain nombre de faiblesses. Elle n'a pas réellement été la coordination de toute la mobilisation. Ce cadre était essentiellement la coordination des enseignants-chercheurs et de fait les revendications, les besoins et les rythmes des autres composantes étudiants et personnels ont eu des difficultés à émerger. La faiblesse la plus importante est que cette coordination n'a pas permis de dépasser réellement les directions syndicales. La coordination a eu du mal à se fixer des cadres permettant de ne pas dépendre des organisations syndicales pour gérer la mobilisation. Du coup, ce sont elles qui continuaient à déposer les parcours de manif en refusant y compris que

certaines convergent avec les manifestations de la santé. Les coordinations rassemblaient des délégués élus dans les AG de facs mais aussi des représentants syndicaux mandatés au nom de leur syndicat et non d'AG. Comme dans les coordinations étudiantes, la bataille pour l'élection de porte-parole de la coordination a été gagnée mais pas celle de l'élection d'un comité de grève national, ce qui limitait justement les capacités d'action de la coordination et de dépassement des directions syndicales. Au niveau local, sur les facs, l'auto-organisation était aussi assez faible avec une difficulté à rassembler tous les grévistes dans une même assemblée générale qui prendrait des décisions. La tendance était plutôt à la dispersion des réunions et des prises de décisions UFR par UFR. De nombreuses décisions relevaient de l'initiative individuelle de tel ou tel prof.

4-Leçons et perspectives

Malgré sa longueur et son ampleur, cette mobilisation même si elle a contraint le gouvernement à manœuvrer (réécriture du décret sur le statut des enseignants-chercheurs, maintien des concours de l'enseignement en l'état pour la session 2010, report du décret sur l'allocation des moyens) elle n'a pas réussi à le faire céder sur les projets contre lesquels nous nous sommes battus. La modification du statut des enseignants-chercheurs a été votée, les décrets sur la mastérisation vont être adoptés fin juillet, l'application de la LRU se poursuit. Pourtant, ce mouvement n'aura pas servi à rien, au contraire. Il a contribué à renforcer l'expérience de la lutte pour plusieurs milliers d'étudiants, d'enseignants et de personnels. Les liens militants renforcés entre les différentes composantes de l'université, la prise de conscience générale de la gravité des attaques, l'expérience des AG, coordinations, grève et blocage ont contribué à faire changer l'ambiance sur les universités. La fin de cette mobilisation ne se solde pas par une démoralisation massive. Malgré

la défaite l'envie de continuer à se battre est toujours présente. De cette expérience nous devons tirer les leçons qui nous permettront de ne pas reproduire les mêmes erreurs et de mener de nouvelles batailles qui rencontreront des victoires.

Cette mobilisation a montré le rôle déterminant des étudiants. Sur les universités, c'est la force la plus massive et la plus dangereuse pour la classe dirigeante de par sa radicalité, son enthousiasme et sa capacité d'entraînement. Sans la mobilisation massive des étudiants, il est difficile de remporter des batailles.

Se mettre en grève : un enjeu central. Convaincre de se mettre réellement en grève reste l'élément déterminant pour faire céder le gouvernement. Lors de cette mobilisation, nous n'avons pas remporté totalement l'argument. De nombreux profs continuaient à faire cours et les étudiants désertaient les facs. Résultat : le fonctionnement habituel des universités n'était pas totalement perturbé et il n'y avait que très peu de forces dégagées au quotidien pour construire et étendre la grève. Le blocage reste souvent un élément déterminant pour permettre aux étudiants de se mettre en grève, il n'existe pas de préavis de grève pour les étudiants, si tu manques un cours pour faire grève, tu es noté absent puis défaillant et tu es obligé de redoubler ton année. Le blocage permet que les cours ne se tiennent pas et permet à tout le monde de se mobiliser. Mais la grève étudiante ne se résume pas au blocage. Se mettre en grève c'est avant tout s'impliquer au quotidien dans la mobilisation et donc rester sur la fac pour tenir les piquets, distribuer des tracts, venir en AG et convaincre d'autres de rejoindre le mouvement.

Chercher à entraîner d'autres secteurs dans la lutte. Contrairement à une entreprise, une université ne produit pas directement des richesses. Mettre en grève une université ne fait pas perdre directement de l'argent aux capitalistes. Ce qui leur fait peur c'est le nombre des gens que les universités peuvent mettre dans la rue et leur

capacité à entraîner les travailleurs dans la grève. C'est pourquoi, il faut chercher le plus systématiquement possible à lier ces mouvements à d'autres secteurs. Mais pour cela, nous ne pouvons pas nous en remettre aux directions syndicales qui ont tout fait pour empêcher une quelconque convergence. Nous ne pouvons pas nous contenter non plus de simples appels lancés par les AG ou les coordinations. Entraîner d'autres secteurs dans la lutte demande un réel travail militant, à l'image de ce que nous avons fait lors du mouvement contre le CPE. Des équipes d'étudiants allaient diffuser des tracts sur les lycées ou les entreprises, intervenir dans des AG de salariés... Pour les étudiants, dans une grève qui est devenue massive, les cibles de l'extension sont le reste de la jeunesse, les salariés de la fac, et enfin l'ensemble des travailleurs. C'est notre boussole dans la grève.

Développer l'auto-organisation. Pour qu'une mobilisation gagne, il faut qu'elle réussisse à se structurer, se coordonner du niveau local au niveau national. Nous devons pousser à ce que ce soient les assemblées générales qui prennent les décisions relatives à la mobilisation sur chaque fac, à la mise en place de coordinations nationales avec des mandatés élus dans chaque fac permettant de coordonner la mobilisation à l'échelle nationale. Le rôle de ces coordinations ne doit pas simplement être un enregistrement des différentes situations locales mais elles doivent permettre de donner une cohérence à la mobilisation : faire émerger une plateforme de revendications commune, proposer des actions qui permettent de tirer en avant l'ensemble des facs... Nous poussons aussi à l'élection de comités de grève à l'échelle locale et nationale. Le comité de grève permet d'assurer les tâches liées à la mobilisation (écriture et tirage des tracts, dépôt des parcours de manif, contacts avec la presse...) entre deux AG ou deux coordinations. Les faire élire permet de bien déterminer quelles sont les personnes qui sont char-

gées des tâches, qu'elles soient contrôlées et qu'elles respectent la diversité de points de vu de la mobilisation. La mise en place de coordinations et de comités de grève est un élément-clé pour dépasser les directions syndicales et surtout pour la prise en main de la lutte par les grévistes eux-mêmes. Le seul moyen que la mobilisation puisse faire elle-même ses propres choix sans dépendre de l'orientation des directions syndicales est qu'elle assure elle-même l'ensemble des tâches : dates et dépôts de parcours de manifestation, rédaction des tracts, rencontres avec les autres secteurs mobilisés...

Malgré les résistances, la classe dirigeante poursuit son projet pour l'école et l'université : former une main d'œuvre peu coûteuse, docile, corvéable à merci, et adaptée aux besoins immédiats du marché. Après la mise en place de la LRU et de la masterisation, de nouveaux projets sur l'augmentation des frais d'inscription sont déjà en cours. A la rentrée prochaine, les premiers lycées commenceront à expérimenter des aspects de la réforme Darcos. Le gouvernement a aussi fait passer ses mesures sécuritaires et répressives avec la mise en place de portiques dans les lycées, la fouille de sacs et la création d'une brigade de police spéciale pour l'intervention dans les établissements scolaires. Pourtant, au sortir de cette lutte, des potentialités de mobilisation existent toujours. Les jeunes ne sont pas prêts à laisser détruire leur avenir, ni à se laisser mâter sans rien dire. Avec l'aggravation de la crise économique de nouveaux affrontements sont à venir.

Nous devons les préparer dès maintenant en tirant les leçons des luttes précédentes.

Pour que la prochaine grève étudiante réussisse à faire reculer le gouvernement, pour qu'elle soit le prélude à une grève générale, il y a besoin d'un maximum de militant(e)s qui préparent consciemment et au quotidien cette perspective. Des militants liés à d'autres qui agissent avec ce même objectif dans les lycées, dans les CFA, mais également dans les entreprises et dans les quartiers.

Le NPA cherche à regrouper les jeunes et les travailleurs qui cher-

chent nous seulement à balayer le gouvernement et sa politique, mais à renverser le capitalisme. Notre objectif instaurer un système fondé sur le contrôle collectif de la production des richesses, sur une organisation de l'économie et de la société en fonction des besoins sociaux de tous et de chacun. Un système où les jeunes seront autonomes, libres de leurs choix dans tous les domaines. Un système sans exploitation et sans oppressions raciste, sexiste, homophobe...

Rejoignez le NPA pour construire le socialisme du XXIème siècle.

ACHETEZ ET LISEZ LA PRESSE DU NPA!

**L'ÉTINCELLE
ANTICAPITALISTE**
Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution!

**NE LAISSONS PAS CES CASSEURS
REPRENDRE CONFIANCE**

**ORGANISONS NOUS
POUR LA RENTRÉE!**

**TOUT
est à nous!**



Pour contacter rejoindre ou militer... avec le NPA

Pour prendre contact: contact-jeunes@npa2009.org

Envoyez vos coordonnées à NPA Jeunes, 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil

Nom :

Prénom :

adresse :

Tel :

Mail :